

CULTIVER DES TERRITOIRES SQUATTÉS

Leila Marie Farah et Vikram Bhatt

Minimum Cost Housing Group, Université McGill, Ecole d'architecture

vikram.bhatt@mcgill.ca - leila.farah@mcgill.ca

La première conférence des Nations Unies sur les établissements humains (habitat 1) s'est tenue à Vancouver en 1976. Elle a mis en évidence que les établissements humains étaient un phénomène global et a souligné les conséquences de ce type d'urbanisation. De plus, elle a aussi incité les gouvernements présents à prendre des mesures afin d'améliorer les conditions de ces établissements. Plus de trois décennies plus tard, les pouvoirs publics de nombreux pays en voie de développement sont confrontés à cette même réalité qui les inquiète : une migration continue vers les villes, une limite d'absorption des nouveaux arrivants notamment en matière de logement, et par conséquent une croissance de la population des établissements humains urbains et périurbains. Ainsi, selon les statistiques de l'ONU-Habitat (Tibaijuka, 2005), à l'échelle mondiale, les bidonvilles hébergeaient environ un milliard de personnes¹ en 2005, ce qui représente près d'un urbain sur trois. Des projections de cette même source estiment que ce nombre pourrait doubler d'ici 2030.

Le projet pilote périurbain dont il est question dans la seconde partie de cette communication avait pour but de mener la revalorisation d'un territoire squatté périurbain tout en y intégrant simultanément des agricultures urbaines². Ce projet posait les questions suivantes : de quelles façons l'agriculture urbaine peut-elle contribuer à l'amélioration des conditions et de la qualité de vie des habitants des établissements humains ? Comment l'intégrer aux tissus informels existants ? Malgré son échelle modeste, cette recherche action tentait aussi de répondre aux objectifs du millénaire pour le développement : lutter contre la faim et la pauvreté, contribuer à la santé des habitants, « améliorer sensiblement, d'ici à 2020, les conditions de vie de 100 millions d'habitants des taudis »³.

Cette communication est composée de deux parties : la première présente certaines caractéristiques des bidonvilles⁴ ; la seconde s'appuie sur un projet empirique dont le but était l'intégration d'espaces permettant la culture de plantes nutritives et médicinales à un projet d'amélioration des conditions de vie d'un territoire squatté à Colombo, au Sri Lanka.

1 Mike Davis estime le nombre des bidonvilles à plus de 200 000 (Davis, 2006, p. 26.)

2 Le terme agriculture urbaine renvoie à la définition de Luc Mougeot (2005, p. 3).

3 Nations Unies, Objectifs du millénaire pour le développement <http://www.un.org/french/millennium-goals/environment.shtml>

4 Bidonville est employé ici dans le sens du terme anglais *Slum*, voir la définition établie par le *United Nations Expert Group Meeting* qui s'est tenu à Nairobi entre les 28 et 30 Octobre 2002 (UNHSP, 2003, p. 12).

Les Bidonvilles

Principales caractéristiques

Selon M. Kramer (2006), les bidonvilles abritent des habitants pauvres qui proviennent essentiellement de l'exode rural ou qui sont des réfugiés. Malgré leurs apparences similaires, les caractéristiques des bidonvilles varient en fonction de leur emplacement géographique, de leur histoire (qui peut évoluer rapidement, notamment avec la migration continue vers les villes), du contexte urbain auquel ils sont liés (taille de la ville voisine et pressions sur le foncier qu'elle impose), de leur densité, et des matériaux à disposition.

Certains établissements humains se situent dans des quartiers en déclin à l'intérieur même des villes, d'autres s'installent sur des sites périurbains précaires, sans activité agricole (ou à proximité de centres d'emplois tels les ports). Mais cette position périurbaine évolue car les villes ne sont pas figées, elles croissent et s'étalent sur leur périphérie (Davis, 2006, pp. 30-31). Par conséquent ce qui est périurbain à une certaine époque peut se retrouver urbain quelques décennies plus tard. C'est le cas de plusieurs bidonvilles dont l'un des plus grands, Dharavi (Jacobson, 2005), est aujourd'hui au cœur de Mumbai, en Inde. Bien qu'il ait été établi sur un ancien marécage dans un territoire périurbain, il s'étend à présent sur plus de 2,2 km² et abrite environ 1 million d'habitants.

À l'échelle globale, Mike Davis (2006, p. 26) explique que la population des établissements humains peut varier entre quelques centaines et plus d'un million⁵. Dans certains pays, un bidonville ne peut être qualifié comme tel qu'à partir du moment où il occupe une surface minimale (700 m² à Calcutta, en Inde). Quant à la densité, elle varie aussi beaucoup : Mark Jacobson (2005, p. 74) spécifie qu'à Dharavi, en 2007, 15 personnes cohabitaient dans un espace d'environ 28 m² ; alors qu'en Amérique Latine, à Molino Blanco Sud⁶ par exemple, (bidonville de Rosario, l'une des villes les plus importantes d'Argentine) la situation diffère considérablement puisque les parcelles familiales mesurent entre 150 et 200 m² sans compter que le gabarit des voies principales est d'environ 20m.

5 Mike Davis liste 14 établissements humains informels qui comptent au moins un million d'habitants, voir figure 7 intitulée '30 largest megaslums' (Davis, 2005, p. 28).

6 Molino Blanco sud fait partie des sites sur lesquels le projet 'Making the Edible Landscape' est intervenu. Pour plus d'information sur le projet, voir le site web du Minimum Cost Housing Group de l'université McGill, adresse URL : <http://www.mcgill.ca/mchg/pastproject/edible-landscape/rosario/>

Bien que les définitions du terme bidonville varient d'une langue à l'autre (UNHSP, 2003, pp. 9-12), selon leurs positions, le degré de précarité des habitations, le danger sanitaire dont la ville voisine se sent menacée, une définition plus « opérationnelle », établie par les Nations Unies, sélectionne cinq critères :

- l'accès à l'eau inadéquat ;
- l'accès à des systèmes sanitaires et à des infrastructures inadaptés ;
- l'habitat précaire ;
- la densité élevée ;
- un accès incertain à la propriété.

Selon l'ouvrage intitulé *Survey of slum and squatter settlements*⁷, les gouvernements suivent l'une des trois attitudes suivantes : *le laissez-faire*, qui comme son nom l'indique, ne prend pas de mesure de contrôle, en d'autres termes ignore le phénomène ; *la restriction ou la prévention* qui tentent d'éliminer ou de limiter le nombre d'établissements humains ; *le soutien* qui cherche à intégrer ces sites informels à la ville.

Bidonvilles périurbains établis sur des territoires squattés

Certains bidonvilles périurbains sont établis sur des sites « squattés » (UNHSP, 2003, p. 82). La prise de possession de portions de territoires peut se faire de façon précipitée en une ou quelques nuits, comme c'est souvent le cas en Amérique Latine ou de façon progressive comme le démontrent John Ames Steffan (UNCHS, 1982, p. 18) ou Hernandez (1999, pp. 46-50). L'étude de ce dernier porte sur Ejido Las Cumbres, un bidonville périurbain à Aguascalientes, au Mexique, et expose les plans successifs des îlots squattés et du bâti qui présentent le processus d'appropriation et de densification du site. Les portions de territoire ainsi squattés sont souvent des terres délaissées ou sous-utilisées car elles présentent de forts risques naturels (inondation) ou environnementaux (terres contaminées) et, en général, ne sont pas exploitées. Ce phénomène crée un paradoxe quant à la notion de territoire⁸ puisque les habitants de ces établissements s'installent sur des terres qu'ils transforment et qu'ils occupent sans qu'elles ne leurs appartiennent légalement (Hardoy, Satterthwaite, 1989, pp. 25-29 ; UNCHS, 1982, pp. 41-45).

Malgré les différents statuts des habitants qu'Abrams⁹ a énumérés, l'observation et l'analyse de leur savoir faire (notamment en termes d'auto-construction, d'aménagements bâtis et paysagers), attestent d'une part la valeur du capital humain et soulignent d'autre part la sophistication des tissus urbains spontanés qui en résultent. Malgré les faibles ressources dont disposent ces habitants, ils subsistent et prennent part à des activités sociales et micro-économiques sans avoir recours à l'assistance des pouvoirs publics.

Étude d'un bidonville établi sur un territoire périurbain squatté : le cas de Halgahakumbura, Colombo, Sri Lanka

Le projet empirique sur lequel s'appuie cette seconde section est l'un des trois sites sélectionnés dans le cadre de la recherche-action « Making the Edible Landscape »¹⁰ : Halgahakumbura, un établissement humain périurbain de Colombo, capitale du Sri Lanka.

Colombo compte plus de 2,4¹¹ millions d'habitants dont 50 à 60 % habitent des bidonvilles. Comme le montre la carte (figure 1, page suivante), les bidonvilles¹² se situent principalement en zone périurbaine, à proximité des cours d'eaux et des réseaux viaires. Selon Andrés Vélez-Guerra (2007), environ 10% des bidonvilles de Colombo sont des squats ; de plus, un rapport¹³ datant de 1997/98 en estime le nombre à 183 et la population à 3 313 habitants.

7 Dans son ouvrage intitulé *Le mal propre*, Michel Serres renvoie à quelques aspects étymologiques du terme squat. Il rappelle ainsi deux sens : celui de la posture accroupie et celui de l'agitation qu'il associe au verbe exproprier. (SERRES, 2008, p. 8-9).

8 Le terme territoire est compris selon le second sens qu'en donne le Petit Robert « Etendue de pays sur laquelle s'exerce une autorité, une juridiction ».

9 Abrams liste: le propriétaire d'un logement, le propriétaire de plusieurs biens (souvent loués à des prix exorbitants), le locataire qui paye son loyer et celui qui a cessé, le squatteur qui établit une activité commerciale, le squatteur 'flottant' qui s'établit sur des cours d'eau, le squatteur sur le point de s'établir ailleurs (en dehors du site) et le squatteur 'coopérateur' qui fait parti d'un clan qui contrôle le site (ABRAMS, 1977, p. 293-299).

10 Pour plus d'informations à ce sujet voir le site web du Minimum Cost Housing Group de l'université McGill (*op. cit.*)

11 City population, consulté le 02 septembre 2008, adresse URL : <http://www.citypopulation.de/SriLanka.html>

12 Exceptionnellement, le terme bidonville signifie ici établissements humains qui ne sont pas dotés d'une infrastructure adéquate (Underserved Settlement).

13 Tableau intitulé : localisation d'établissements humains dans la municipalité de Colombo (*location of settlements in the municipality of Colombo*), (ASIS URBS Programme, 2003, p. 13)

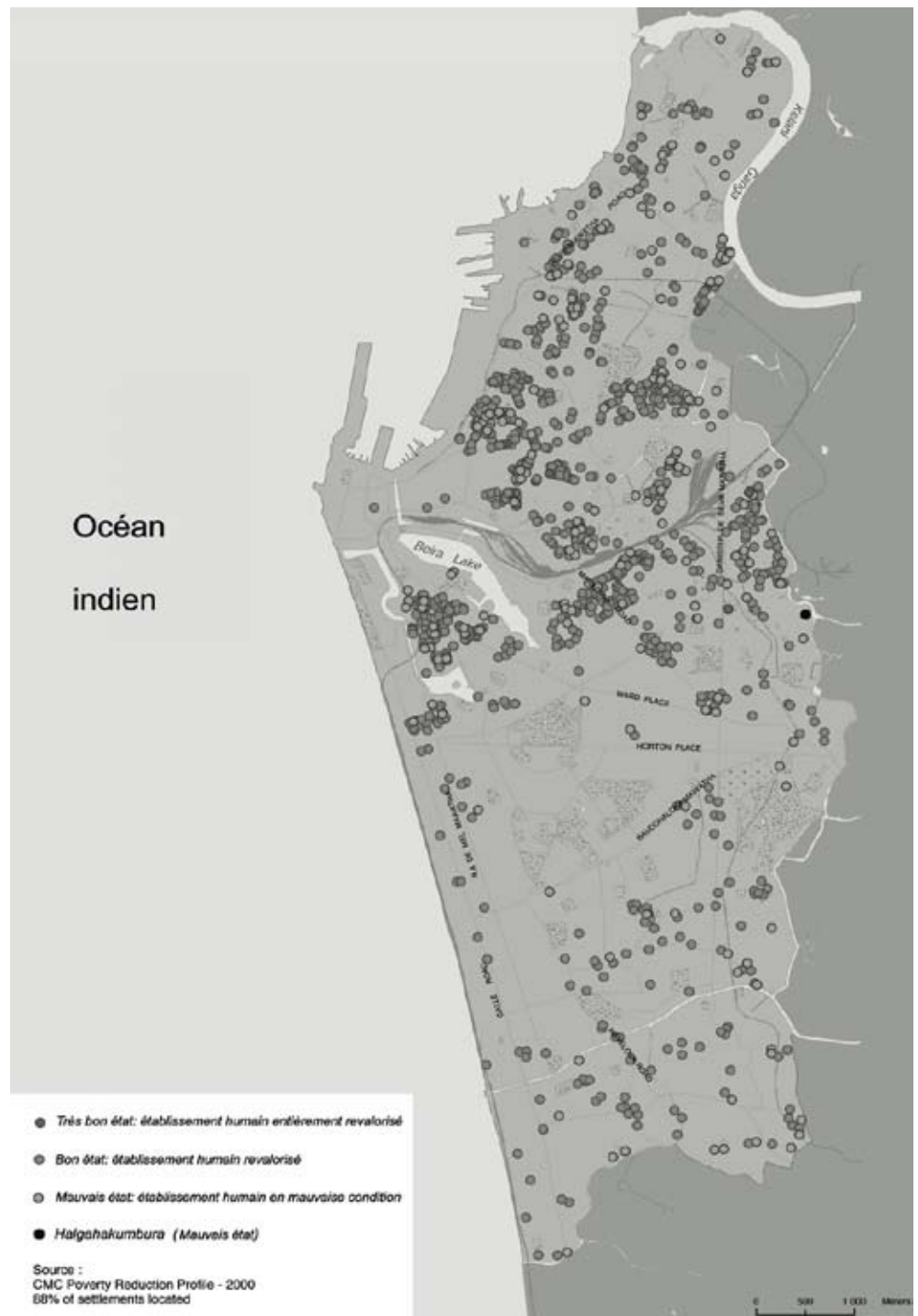


Figure 1 : Carte de Colombo, Sri Lanka, présentant les établissements humains qui ne sont pas dotés de services adéquats

Source : carte établie par le Conseil Municipal de Colombo intitulée « Underserved settlements distribution ».

Brève introduction au territoire squatté

Halgahakumbura est un bidonville qui date des années 80. Il est périurbain et se situe sur une ancienne décharge, à l'extrémité ouest de la municipalité de la ville de Colombo. Ce territoire est squatté puisqu'il est établi sur un site appartenant au gouvernement. La surface sur laquelle s'étend ce bidonville est d'environ 4 hectares où habitent 685 familles, composées en moyenne de cinq personnes. En 2001, des statistiques locales estimaient que 51% de la population était au chômage et plus encore n'avaient pas de ressources suffisantes pour subvenir à leurs besoins élémentaires. Comme le montre la figure 2, ce site longe un canal qui inonde régulièrement une partie du terrain, et par conséquent, affectait plus de 12 % des habitations en 2005 selon Andrés Vélez-Guerra (2007, p. 43). La superficie des parcelles varie entre 30 et 50 m² et le bâti est composé d'un niveau.



Figure 2 : Image satellite de Halgahakumbura et de ses environs
Source : Google Earth, juillet 2007

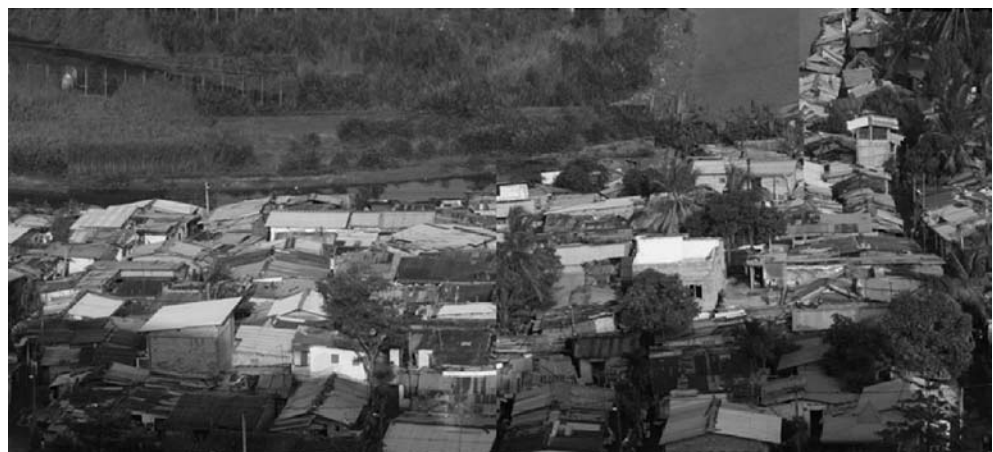


Figure 3 : Photomontage d'une portion du site

Le projet « Making the Edible Landscape » avait pour objectif de préserver Halgahakumbura, d'en améliorer les conditions de vie en y améliorant l'infrastructure, l'accès à l'eau, mais aussi en y intégrant des espaces pour la culture de plantes nutritives et médicinales. L'agriculture urbaine était envisagée comme une ressource et avait pour buts de :

- renforcer la sécurité alimentaire à l'échelle familiale ;
- favoriser le traitement de déchets organiques ;
- améliorer le cadre de vie des habitants.

Le plan d'action communautaire (Sevanatha, 2006) de 2004 a permis d'identifier et de hiérarchiser les besoins les plus imminents de la communauté qui incluaient le titre de propriété, le remplacement du système d'évacuation inadéquat des eaux de pluies (selon Sevanatha, 97 % des foyers n'étaient pas reliés à un système d'égout), l'intégration des points d'eau individuels, l'amélioration des conditions des rues principales et secondaires (à ce propos 23 % des foyers n'avaient pas d'accès approprié à la rue), etc.

Ainsi, l'agriculture urbaine ne faisait pas partie des priorités des habitants. Par conséquent, bien que 80 % des foyers cultivaient déjà des plantes ornementales plus particulièrement des fleurs et des plantes en pots avant le lancement du projet, y intégrer l'agriculture urbaine relevait d'un double challenge : physique (puisque les espaces non-bâties étaient rares du fait de la densité); et social (car les habitants ne considéraient pas les activités agricoles comme une priorité).

Identifications d'espaces potentiels pour une agriculture urbaine

Peu d'information était disponible sur le site, ce qui posait une contrainte supplémentaire à l'étude de cet établissement et par conséquent au développement de stratégies de régénération urbaine. La définition des images satellites de l'époque s'est avérée de trop basse qualité pour identifier des espaces potentiels pouvant être cultivés. Des photographies aériennes couplées avec un plan du bâti établi par Sevanatha, une ONG locale, ont permis d'entreprendre une analyse urbaine du site. Cependant, un relevé du site a été nécessaire pour poursuivre la recherche (Figure 4).

Les projets proposés par les étudiants en architecture de l'université McGill s'appuyaient sur l'analyse des tissus urbains, voies, parcelles, bâti (Panerai *et al*, 2005). Ces analyses s'avéraient peu fructueuses en matière d'identification d'espaces potentiels pour l'intégration de l'agriculture urbaine. Toutefois, une proposition a été retenue et implantée : celle d'intégrer un jardin de démonstration du type « do-it-yourself » aménagé à partir de matériaux recyclés. L'échelle de l'habitat était plus adéquate dans ce contexte et a permis d'identifier (à partir de photos montrant des pratiques déjà existantes) des espaces tels les murs, les barrières, les clôtures, la partie supérieure des égouts à ciel ouvert, les toitures terrasses.

L'apport des aménagistes devait être complété par la mobilisation de ressources humaines pour la mise en place du projet.

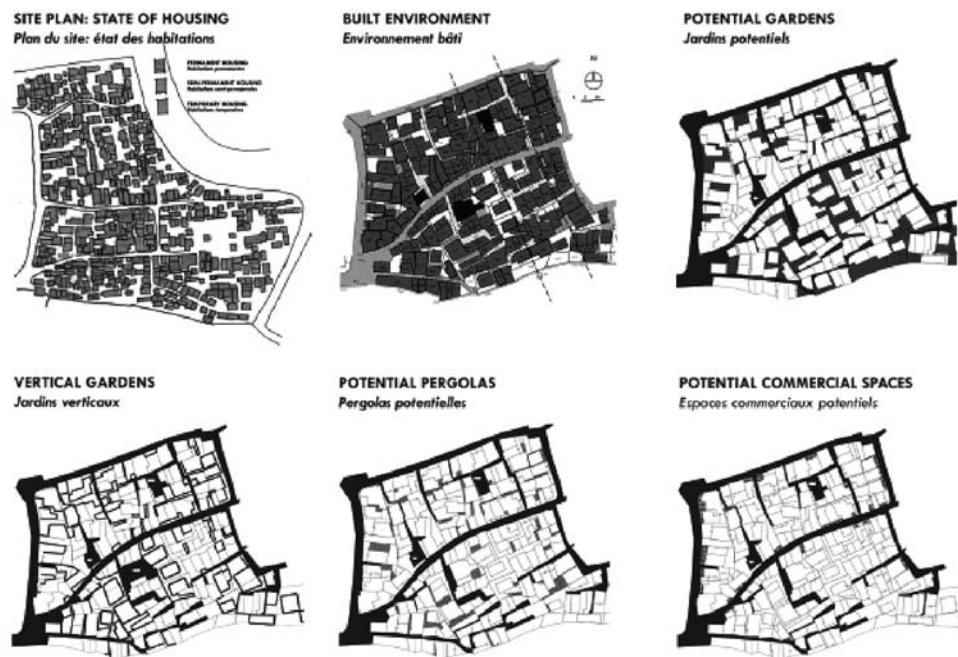


Figure 4 : Analyse urbaine et identification d'espaces potentiels pour l'intégration de cultures vivrières

Source : étudiants du Minimum Cost Housing Group

Processus d'implantation local du projet « Making the Edible Landscape » à Halgahakumbura

Ce processus, qui a impliqué différents acteurs, peut être résumé en huit points. Il a été établi d'après les rapports soumis au CRDI par Sevanatha (2006) et Vikram Bhatt.

1. Briefing
 - a. auprès des membres du conseil municipal de la mairie de Colombo afin de les sensibiliser au projet.
 - b. auprès de la communauté de Halgahakumbura.
2. Organisation et subdivision de la communauté par groupes de 20 à 30 familles en fonction des ruelles.
3. Sensibilisation au projet par une présentation chez l'habitant au cours desquelles des données sociales et physiques ont été relevées.
4. Concertations et identification des priorités.
5. Mise au point et exécution d'un plan de travail avec la communauté pour l'amélioration des conditions physiques de ces ruelles.

6. Sensibilisation aux bienfaits de l'agriculture urbaine, exposition de moyens de culture en milieu dense et visite de lieux de démonstration et d'entraînement créés par les départements de l'agriculture et de l'ayurvédique (médecine traditionnelle indienne) de la municipalité.
7. Distribution de graines et de plantes nutritives et médicinales aux habitants.
8. Traitement et dissémination de l'information
 - a. à l'échelle locale avec la communauté, la municipalité, les universités et les organisations gouvernementales.
 - b. à l'échelle globale avec l'université McGill et les partenaires du projet ainsi qu'au troisième Forum Urbain Mondial.

Cette séquence montre l'importance d'impliquer différents acteurs à différents niveaux pour permettre au projet d'être réalisé et de répondre aux préoccupations de chaque parti.

Micro cultures en territoire squatté

Dans le cadre de ce projet, les micro-cultures ont été implantées sous forme de volumes (colonnes plantées), de surfaces (pergolas ou murs plantés), ou d'aménagements ponctuels (cultures en pot).

Parmi les exemples, des récipients linéaires ont été accrochés ou suspendus le long de murs (tiges de bambous évidés entre les nervures), d'autres, recyclés, étaient juxtaposés (bouteilles de plastique). Ainsi, les éléments de base de la composition architecturale, tels le mur ou la colonne, sont réinterprétés à la lumière du savoir faire local et sont dotés d'une fonction supplémentaire : celle de supporter de modestes pratiques agricoles, et par conséquent réduire la faim et contribuer à la santé des habitants (Figure 5).

Le projet « Making the Edible Landscape » a permis à 300 familles (soit 43% de foyers) d'intégrer la culture de plantes nutritives et médicinales à leurs pratiques quotidiennes et de recycler leurs déchets biologiques à l'aide de bacs de compost.

Cultiver (des liens avec et à travers) des territoires squattés

Une planification stratégique (Doucouré, Fleury, 2004, pp. 47-52) a permis d'impliquer des groupes communautaires tôt dans le processus de développement du projet. La participation communautaire était essentielle, parce que l'amélioration des conditions physiques des bidonvilles et la mise en culture d'un certain nombre d'espaces ne peuvent pas avoir lieu si la communauté ne s'y est pas engagée. De plus, l'engagement des pouvoirs publics dans le projet a permis de créer des passerelles entre les uns et les autres, ce qui est un premier pas vers une reconnaissance mutuelle qui pourrait par la suite contribuer à la reconnaissance légale du site.

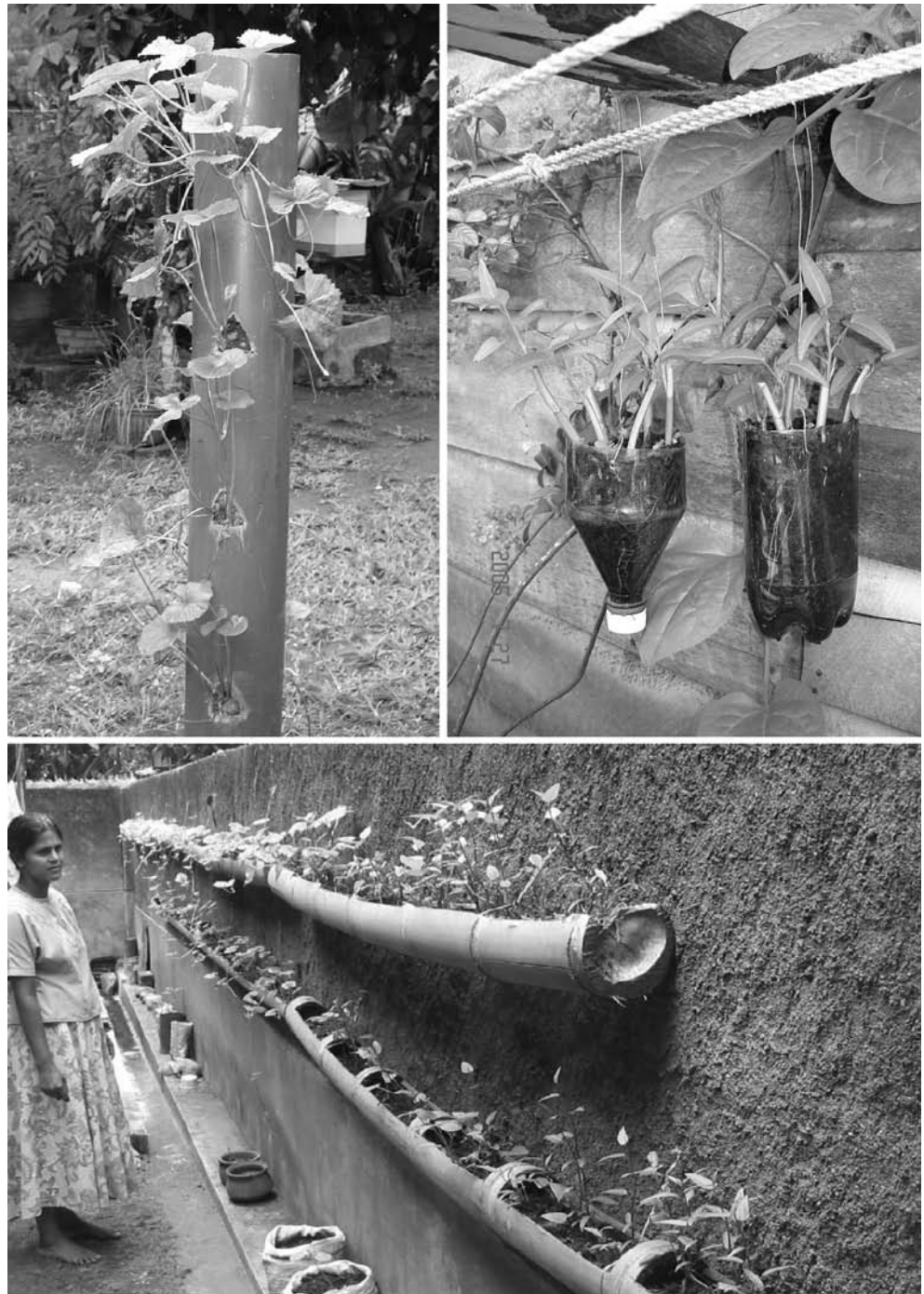


Figure 5 : Photographies. Exemples de micro cultures à Halgahakumbura, 2005.

Source : Sevanatha

Les produits cultivés et les méthodes de cultures ont fait l'objet d'un choix méticuleux, c'est la raison pour laquelle nous avons constitué une équipe multidisciplinaire à laquelle des agronomes se sont joints aux aménagistes. En outre, malgré son échelle modeste, ce projet pilote a inspiré et a créé des liens entre des personnes provenant de différents milieux (communautaire, municipal, universitaire et celui des ONG).

Pour être durable, la revalorisation des bidonvilles périurbains requiert une compréhension du mode de vie des habitants. Dans ce cas d'étude, le projet avait choisi de préserver les habitations existantes et par conséquent les ruelles les desservant (malgré leurs faibles dimensions). Plus qu'une simple revalorisation physique du bidonville, cette intervention a eu des répercussions positives sur la vie quotidienne des habitants car elle a non seulement favorisé la culture de plantes nutritives, leurs exploitations dans des espaces alternatifs (dû à la forte densité), mais elle a aussi soigné l'aménagement paysager du site et, par conséquent, a revalorisé sa perception. Lorsqu'il sera question de légitimer ce bidonville, et par conséquent favoriser ses relations avec la ville, les normes urbaines devront être redéfinies afin de s'adapter aux activités des habitants ainsi qu'à la forme du bidonville.

Bibliographie

ABRAMS C. : «Squatting and Squatters», in Abu-Lughod and Hay Jr. (eds.). *Third world urbanization*, Chicago, Maaroufa press, 1977, pp. 293-299.

ASISURBS PROGRAMME : *Local area sustainable development observatory*, Sub-Project 3: Pilot Geographic Information System for Local Operational Planning in Underserved Settlements. Part I: Report and Methodology, Paris/Madrid/Colombo, 2003.

DOUCOURÉ D., FLEURY A. : «La place de l'agriculture urbaine dans les dispositifs institutionnels et la planification», in Smith, Moustier, Mougeot, Fall (eds), *Développement durable de l'agriculture urbaine en Afrique francophone. Enjeux, concepts et méthodes*, éditions CIRAD / CRDI , Paris / Ottawa, 2004.

DAVIS M. : *Planet of Slums*, Londres, New York, Verso, 2006.

HARDOY J. E. et SATTERTHWAITE D. : *Squatter citizen : life in the urban third world*, London, Earthscan, 1989.

HERNANDEZ A. : *Irregular Settlements in Mexico, 1990-2000. Case Study: Ejido lands in Aguascalientes*, Mexico. Mémoire de maîtrise, Montréal, Université McGill, 1999.

JACOBSON M. : «Dharavi. Mumbai's Shadow city», in *Jamestown the real story. How settlers destroyed a native empire and changed the landscape from the ground up*. National Geographic, vol 211, mai 2007, pp. 68-93.

JAYARATNE K. : «Urban Agriculture as a Mechanism for Urban Upgrading». *Urban Agriculture Magazine*, vol 15, décembre 2005, pp. 21-22.

- KRAMER M. : *Dispossessed. Life in Our World's Urban Slums*, Maryknoll, New-York, Orbis Books, 2006.
- MOUGEOT L. : *Agropolis*, EARTHSCAN and IDRC, Ottawa, 2005.
- PANERAI Ph., DEPAULE J.-Ch., DEMORGON M. : *Analyse urbaine [1999]*, Marseille, éditions Parenthèses, 2005.
- SERRES M. : *Le mal propre. Polluer pour s'approprier ?* Paris, Le Pommier, 2008.
- SEVANATHA : *Making the Edible Landscape*. Project in Colombo Sri Lanka. IDRC Final Report, Colombo, 2006.
- TIBAIJUKA A. : «Cities without Slums», in Green Cities. *Our Planet. The magazine of the United Nations Environment Program*, vol 16, 2005, pp. 12-13.
- UNCHS, UNITED NATIONS CENTRE FOR HUMAN SETTLEMENTS (Habitat) : *Survey of slum and squatter settlements*, Tycooly International Pub., Dublin, 1982.
- UNHSP UNITED NATIONS HUMAN SETTLEMENTS PROGRAM : *The Challenge of Slums: Global Report on Human Settlements*, Londres, Sterling, VA, Earthscan Publications, 2003.
- VÉLEZ-GUERRA A. : *Land Tenure and the Urban Poor's Environmental Burdens: A Case Study of Four Settlements in Colombo*, Sri Lanka, CRDI, 2005.